



RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1975 B 00153

Numéro SIREN : 303 559 942

Nom ou dénomination : ROFORGE

Ce dépôt a été enregistré le 03/03/2017 sous le numéro de dépôt 1652

ROFORGE
Société par Actions Simplifiée au capital de 160.000 Euros
Siège social : PARC D'ACTIVITE DE STELYTEC LIEU D'ERGENTIA CON ETIENNE
BP 19 42400 SAINT CHAMOND
RCS Saint Etienne 303 559 942

GREFFIER A CON ETIENNE	
N° gestion :	758 / 153
le :	03 MAR. 2017
N° dépôt :	1652
Visa du greffier :	

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 23 FEVRIER 2017**

L'an deux mil dix sept
Le 23 février
A 11 heures,

Dans les locaux du Cabinet Lamy Lexel, 1 Cours Lafayette, 69006 Lyon 06 est présent Monsieur Remi Toledano, Président de la société COSYNDE, Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000 euros dont le siège social est 9, rue Anatole France 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Société de Paris sous le n° 825 166 218.

La société COSYNDE (l'« **Associé Unique** ») détient, depuis ce jour, l'intégralité des actions de la société ROFORGE (la « **Société** »), étant précisé que l'Associé Unique exerce ainsi les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés conformément aux dispositions du Code de Commerce et aux statuts de la Société.

L'Associé Unique constate que le cabinet AEX & Co, Commissaire aux Comptes de la Société, dûment convoqué, est absent et excusé.

L'Associé Unique reconnaît avoir été en possession des documents suivants :

- une copie de la lettre de convocation envoyée au Commissaire aux Comptes, et l'accusé de réception,
- les projets de Documents de Financement, tel que ce terme est défini ci-dessous,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de statuts modifiés.



L'ordre du jour sur lequel l'Associé Unique est appelé à statuer est le suivant :

- Constatation de la démission du Président, de deux Directeurs Généraux et des administrateurs,
- Nomination d'un nouveau Président et maintien d'un Directeur Général,
- Refonte globale des statuts,
- Approbation des nantissements des titres de la Société et autorisation au Président à l'effet de les signer,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

L'Associé Unique prend alors les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Constatation de la démission du Président de deux Directeurs Généraux et des administrateurs, et des administrateurs

L'Associé Unique prend acte de la démission à compter de ce jour de :

- Monsieur Hugues BOUSSION de son mandat de Président et d'administrateur de la Société,
- Monsieur Pascal MOREL de son mandat de Directeur Général et d'administrateur de la Société, et
- Monsieur Martial ROSER de son mandat de Directeur Général et d'administrateur de la Société

DEUXIEME DECISION

Nomination d'un nouveau Président et maintien d'un Directeur Général

L'Associé Unique décide de nommer la société COSYNDE, représentée par son Président, en qualité de Président de la Société pour une durée indéterminée. Cette fonction ne donne pas lieu à rémunération.

La société COSYNDE est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, ainsi que du pouvoir de représenter la Société.

La société COSYNDE, préalablement pressentie, a fait savoir par avance, par l'intermédiaire de son représentant légal, qu'elle accepterait les fonctions de Président qui viendraient à lui être confiées et a précisé qu'elle satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

L'Associé Unique en tant que de besoin confirme le maintien de Monsieur Grégory Goutorbe en qualité de Directeur Général de la société. L'Associé Unique confirme également le maintien du contrat de travail de Monsieur Grégory Goutorbe qui continuera à produire ses effets et se cumulera avec son mandat de Directeur Général.



TROISIEME DECISION

Refonte globale des statuts

A la suite de l'acquisition par l'Associé Unique de la Société, l'Associé Unique décide de modifier les statuts de la Société dans leur ensemble et approuve, article par article, puis dans leur intégralité, le projet de nouveaux statuts de la Société qui figurent en Annexe 1 du présent procès-verbal et en font partie intégrante.

QUATRIEME DECISION

Approbation des nantissements des titres de la Société
et autorisation au Président à l'effet de les signer

L'Associé Unique,

Connaissance prise des projets de documents relatifs au financement devant être conclu avec des établissements financiers prêteurs, à savoir le projet de contrats de prêt devant être conclus entre (i) la société COSYNDE en qualité d'Emprunteur, (ii) les banques BPI, Caisse d'Epargne et CIC, aux termes duquel lesdites banques prêtent 800.000 euros chacune à COSYNDE, sous réserve d'obtenir notamment un nantissement *pari passu* sur les titres de la Société

Autorise en conséquence le Président, avec faculté de délégation, à finaliser et signer les actes de nantissement relatifs audits prêts et à prendre toutes mesures et réaliser tous actes y afférents.

CINQUIEME DECISION

Questions diverses

L'Associé Unique constate que cette décision est sans objet.

SIXIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'actionnaire unique, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

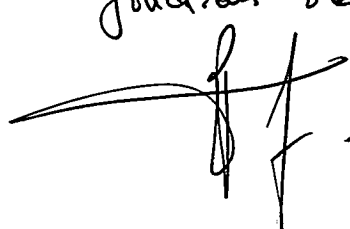
De tout ce qui précède l'Associé Unique a rédigé le présent procès-verbal qu'il a signé.

Cosynde, représentée par son représentant légal Remi Toledano

Bon pour acceptation des fonctions de Président*

*Mention manuscrite

*Bon pour acceptation des
fonctions de Président*



ROFORGE
Société par Actions Simplifiée au capital de 160.000^{la} €uros
Siège social : PARC D'ACTIVITE DE STELYTEC LIEU DIT GENTIALON
BP 19 42400 SAINT CHAMOND
RCS Saint Etienne 303 559 942

GREFFE TC ST ETIENNE	
N° gestion :	758 153
03 MAR. 2017	
N° dépôt :	1652
Visa du greffier : 	

(la "Société")

STATUTS

Mis à jour au 23 février 2017

certifié conforme par
le Président.



TABLE DES MATIERES

ARTICLE	PAGE
1. FORME	1
2. DENOMINATION	1
3. OBJET	1
4. SIEGE SOCIAL	1
5. DUREE	1
6. CAPITAL SOCIAL	1
7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL	1
8. FORME DES ACTIONS.....	2
9. TRANSMISSION DES ACTIONS.....	2
10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS	2
11. DIRECTION DE LA SOCIETE	2
12. CONVENTIONS REGLEMENTEES.....	4
13. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES	5
14. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE	7
15. INFORMATION DES ASSOCIES.....	8
16. COMMISSAIRES AUX COMPTES	8
17. EXERCICE SOCIAL.....	8
18. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS	8
19. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES - DIVIDENDES	8
20. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL.....	9
21. TRANSFORMATION	9
22. DISSOLUTION - LIQUIDATION	9
23. CONTESTATIONS	9

1. **FORME**

La Société est une société par actions simplifiée (SAS) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents Statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

2. **DENOMINATION**

La dénomination sociale est : **ROFORGE**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

3. **OBJET**

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- la conception, la fabrication, la vente de tous appareils de robinetterie se rattachant aux secteurs de l'industrie et de la construction
- Plus spécialement la création et l'exploitation d'un fonds de commerce et d'industrie de cette nature,
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

4. **SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé :

PARC D'ACTIVITE DE STELYTEC 42400 SAINT CHAMOND

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président, lequel est habilité dans ce cas à modifier les Statuts en conséquence.

5. **DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

6. **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 160.000 euros, divisé en 10.000 actions ordinaires de 16 euros de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

7. **MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés prises dans les conditions de l'article 13 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou de réaliser une augmentation de capital dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

8. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et un registre coté et paraphé, dénommé "Registre des mouvements de titres", tenus chronologiquement à cet effet par la Société.

Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

9. TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

La transmission des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant. Ce mouvement est inscrit chronologiquement sur le "Registre des mouvements de titres". La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions des associés.

11. DIRECTION DE LA SOCIETE

11.1 Le Président

La Société est dirigée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société, qui peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux.

Le Président, personne morale, est représenté par son représentant légal ou toute autre personne physique spécialement habilitée à le représenter. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les dispositions légales fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la Société.

(a) **Nomination**

Le Président est nommé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

La durée du mandat du Président, qui peut être déterminée ou indéterminée, est fixée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

(b) **Rémunération**

Le Président peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

(c) **Démission - Révocation**

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois, lequel pourra être réduit par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

Le Président est révocable à tout moment par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts. La décision de révocation peut ne pas être motivée et, en tout état de cause, aucun juste motif n'est nécessaire.

(d) **Pouvoirs du Président**

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de son objet social.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Les associés peuvent être consultés par le Président sur tout sujet. Toutefois, le Président doit obligatoirement consulter préalablement l'associé unique ou la collectivité des associés dans les domaines qui requièrent une décision collective des associés conformément à l'article 13.1 des Statuts. A l'égard de la Société, les pouvoirs du Président peuvent être soumis à d'autres limitations de pouvoirs, statutaires ou non, ces limitations n'étant pas opposables aux tiers.

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par les articles L. 2323-62 à L. 2323-66 du Code du travail.

11.2 Directeur général

(a) Nomination

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, peuvent nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société, dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

Le Directeur Général est soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le Président.

La durée du mandat du Directeur Général, qui peut être déterminée ou indéterminée, est fixée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

(b) Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts.

(c) Démission - Révocation

Le Directeur Général peut démissionner et est révocable dans les mêmes conditions que le Président.

(d) Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général a pour mission d'assister le Président dans l'exercice de sa mission.

Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. A l'égard de la Société, le Directeur Général est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs, statutaires ou non, que le Président, ces limitations n'étant pas opposables aux tiers.

Le Directeur Général peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, sous réserve de l'accord du Président.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

12. CONVENTIONS REGLEMENTEES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du Président ou du/des commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s).

Le Président ou le(s) commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s) établit/établissent un rapport sur les conventions réglementées mentionnées au paragraphe précédent et conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des associés des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

13. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

13.1 Domaine réservé aux décisions collectives

Les décisions suivantes doivent être prises par la collectivité des associés :

- augmentation, réduction, ou amortissement du capital social,
- émission de toutes valeurs mobilières,
- fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution ou prorogation de la Société,
- nomination des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et des conventions réglementées et affectation des résultats,
- nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président et des Directeurs Généraux
- modification des Statuts, à l'exception du changement de siège social,
- transformation de la Société en société d'une autre forme,
- nomination d'un liquidateur et liquidation.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

13.2 Quorum - Majorité

Les décisions collectives prises en assemblée ou par consultation écrite ne peuvent être adoptées que si les associés présents, représentés ou prenant part au vote possèdent au moins la moitié des droits de vote.

Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions collectives des associés doivent être adoptées par plus de la moitié des droits de vote détenus par les associés présents, représentés ou prenant part au vote.

Conformément à l'article L. 227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification de clauses statutaires concernant :

- l'inaliénabilité temporaire des actions,
- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- la transformation de la Société en société en nom collectif,

devront être décidées à l'unanimité des associés.

13.3 Vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède. Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par tout associé de son choix, lequel doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés (écrit, e-mail, lettre, télécopie et même verbalement) pour l'expression du vote, sauf pour les décisions prises par acte sous seing privé pour lesquelles tous les associés doivent signer l'acte.

Le vote transmis par chacun des associés est définitif. Tout associé qui s'abstient d'émettre un vote sur une résolution ou ne transmet pas son vote dans les délais indiqués ci-dessous en cas de consultation écrite est réputé avoir émis un vote négatif sur la résolution proposée.

13.4 Modalités de consultation des associés

Les décisions collectives des associés sont prises aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative du Président, d'un ou plusieurs associés ou du/des commissaire(s) aux comptes titulaire(s) dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s). Le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s) ne pourra/(pourront) consulter la collectivité des associés qu'après avoir vainement demandé au Président d'organiser une consultation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Au choix de l'initiateur de la consultation, les décisions des associés sont prises (a) en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence téléphonique, (b) par consultation écrite ou (c) par un acte sous seing privé signé par tous les associés. En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par l'initiateur de la consultation.

(a) Consultation en assemblée

Les associés, le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s) dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s) et le Président, s'il n'est pas l'auteur de la convocation, sont convoqués en assemblée par tous moyens (y compris verbalement) cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sans délai. La convocation communique aux intéressés le jour, l'heure, le lieu ou les modalités d'accès en cas d'assemblée réunie par téléphone ou vidéoconférence, et l'ordre du jour de l'assemblée. Dès la convocation, le texte des projets des résolutions proposées et tous documents visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

L'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit son président de séance.

(b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation communique par tous moyens (y compris verbalement) à tous les associés et au(x) commissaire(s) aux comptes titulaire(s) dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s), avec copie au Président s'il n'est pas l'auteur, l'ordre du jour de la consultation. Les associés disposent d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de

la communication de l'ordre du jour pour émettre leur vote, lequel peut être émis par tous moyens écrits, et pour communiquer leur vote au Président.

Dès la communication de l'ordre du jour de la consultation écrite, le texte des projets des résolutions proposées et tous documents visés à l'article 15 des présents Statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi sont tenus à disposition des intéressés au siège social.

(c) Consultation par acte sous seing privé

L'auteur de la consultation peut également consulter les associés par acte sous seing privé. Dans ce cas, la décision de la collectivité des associés émanera de la signature par tous les associés d'un procès-verbal, aucune autre formalité ne sera requise.

13.5 Constatation des décisions collectives

Les décisions collectives d'associés sont constatées par un procès-verbal, établi et signé par le Président dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation, par télécopie, e-mail ou correspondance, au plus tard dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

Ces procès-verbaux doivent comporter les mentions suivantes :

- le mode de consultation,
- la liste des associés avec le nombre d'actions et de droits de vote dont chacun est titulaire,
- les noms des associés ayant participé au vote ou à la réunion avec, le cas échéant, le nom de leur représentant,
- la liste des documents et rapports mis à la disposition des associés,
- le texte des résolutions proposées au vote des associés,
- le résultat des votes,

le cas échéant :

- la date et le lieu de l'assemblée,
- le nom et la qualité du président de l'assemblée,
- la présence ou l'absence du/des commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s).

Aux procès-verbaux doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article R. 221-3 du Code de commerce sur les sociétés commerciales.

14. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les dispositions de l'article R. 221-3 du Code de commerce sur les sociétés commerciales.

15. INFORMATION DES ASSOCIES

Pour toutes les décisions collectives des associés où les dispositions légales imposent que le Président et/ou le(s) commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s) établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra mettre à la disposition des associés au siège social de la Société, au plus tard le jour de l'envoi de la convocation en cas de consultation en assemblée ou de la communication de l'ordre du jour en cas de consultation écrite, les projets de résolutions et le ou les rapports du Président et du/des commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s).

Les associés peuvent à tout moment durant les heures d'ouverture, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société et, éventuellement prendre copie (i) des comptes annuels et du tableau des résultats de la Société au cours des trois (3) derniers exercices (ii) des registres sociaux (iii) du Registre des mouvements de titres et comptes d'associés et (iv) des rapports du Président et du/des commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s) des trois (3) derniers exercices.

16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi, dès lors que la Société en a désigné.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

17. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

18. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le Président dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

19. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES - DIVIDENDES

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant

expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

20. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, de réduire le capital d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

21. TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en société de toute autre forme sous réserve des dispositions légales applicables.

22. DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée fixée par les Statuts ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et, le cas échéant, des directeurs généraux ; le(s) commissaire(s) aux comptes dès lors qu'un/des commissaire(s) aux comptes a/ont été nommé(s) conserve(nt) son(leur) mandat sauf décision contraire des associés.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

23. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts seront soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce compétent.